



HAL
open science

**”L’économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France.
Une autre histoire de la Grande Guerre”**

Stéphane Le Bras

► **To cite this version:**

Stéphane Le Bras. ”L’économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre”. *Le Mouvement social*, 2022, n°278, p. 3-16. hal-04037305

HAL Id: hal-04037305

<https://hal.science/hal-04037305v1>

Submitted on 20 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ceci est une version intermédiaire du texte final. Elle peut contenir des coquilles et présente de légères différences avec le texte final.

L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre

par Stéphane Le Bras*

Dans le rapport qu'elle rédige en janvier 1917, le docteur Élisabeth Thyss-Monod, rattachée à l'hôpital militaire 82 de Clermont-Ferrand, alerte sur la situation des ouvrières et en particulier sur les difficultés qu'elles rencontrent comme mères d'enfants en bas-âge¹. Elle plaide pour l'instauration de chambres d'allaitement, de garderies et de crèches, en estimant que c'est là « une œuvre considérable de conservation et d'amélioration de la race [...] dans les usines de guerre », une « occasion [...] propice en un temps où tous les citoyens approuveront l'État de prendre les mesures nécessaires » pour assurer la victoire. L'investissement de tous (patrons et ouvriers ; civils et militaires ; hommes et femmes), ainsi qu'une population soudée et robuste, ouvriraient aussi à un après-guerre florissant. De fait, l'effort de guerre collectif transforme profondément le tissu socio-économique, les individus, les structures et les mentalités, durant le conflit et au-delà².

Les deux textes proposés dans ce dossier, de Chad Denton et Nessim Znaïen, mettent en lumière la manière dont les historiens ont, depuis plusieurs décennies, interrogé les mutations qui bouleversent l'économie et la société française durant et après le conflit. Ils s'inscrivent d'une part dans le cadre d'un renouveau historiographique entamé dans les années 1970, accéléré au cours des années 1990³, puis intensifié autour du Centenaire, sous les effets d'une production scientifique démultipliée et poussée par une demande sociale forte⁴. Mais aussi, d'autre part, dans la redynamisation depuis une quinzaine

* Maître de conférences à l'Université Clermont-Auvergne.

¹ Arch. dép. Puy-de-Dôme, 10 M 111, Travail et main-d'œuvre, Guerre de 1914-1918, Rapport du Dr Thyss-Monod « sur la création de chambres d'allaitement, crèches, garderies annexées aux usines de guerre », janv. 1917.

² Voir également, parmi d'autres, G. NORMAND, *La guerre, le commerce français et les consommateurs*, Paris, Perrin, 1917.

³ A. PROST et J. WINTER, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris Seuil, 2004.

⁴ Voir N. OFFENSTADT, « (Hi)stories and Memories of the Great War in France (1914-2018) », in : Ch. CORNELISSEN et A. WEINRICH (dir.), *Writing The Great War. The Historiography of World War I from 1918 to the Present*, New York/Oxford, Berghahn, 2020, p. 35. Je remercie l'auteur de m'avoir transmis son texte. Voir A. PROST, « Les Français, la mémoire de la Grande Guerre et son centenaire », *Le Mouvement Social*, n°269-270, 2019, p. 165-183.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

d'années de l'histoire économique et sociale⁵, plus particulièrement dans les domaines de la consommation et de l'économie du quotidien – qu'il s'agisse des pratiques et des mentalités⁶, de catégories socio-professionnelles⁷ ou des objets⁸, pour ne citer que quelques exemples.

Au carrefour de ces deux champs historiographiques, ce dossier permet de mieux mesurer les adaptations et transformations socio-économiques de la France, avec une étude portant sur la zone occupée et l'autre sur l'espace colonial. Bien au-delà des aspects militaires ou diplomatiques qui ont longtemps préoccupé les chercheurs, il participe à une meilleure compréhension de la communauté en guerre, de son adaptation, de ses évolutions et de ses failles⁹. Qu'elle soit appréhendée *via* des politiques de réquisitions allemandes (C. Denton) ou de prohibition des boissons alcoolisées (N. Znaïen), la Première Guerre mondiale est un fait socio-économique total¹⁰. En mettant en relief, au ras du sol, les problèmes de production, d'écoulement et de consommation, qui conditionnent l'économie du quotidien et auxquels doivent faire face les Français, ces articles livrent à échelle fine des schémas interprétatifs des mutations qui frappent les acteurs, les réseaux et les structures dans le cadre d'un effort collectif cadenassé par le contrôle et la moralisation. Ils permettent aussi d'entrevoir des pistes de recherche pour les années à venir.

Acteurs, réseaux et structures dans la Grande Guerre : l'adaptation constante de l'économie du quotidien

Dans l'analyse de ce qu'il qualifie de « période inédite de prohibition des alcools forts et des drogues », Nessim Znaïen met en particulier en exergue le rôle de laboratoire des politiques de santé publique que jouent les espaces coloniaux. Entièrement tournées vers l'objectif de victoire, elles font écho à celles mises en œuvre dans d'autres secteurs, dont certains ont été étudiés dès l'un des travaux fondateurs de la discipline, *L'autre front*. Sous ce titre, un collectif d'historiens mené par Patrick Fridenson visait alors à « braquer le projecteur sur la face cachée de la guerre : la vie à l'arrière, en fait

⁵ J.-C. DAUMAS (dir.), *L'histoire économique en mouvement : entre héritages et renouvellements*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

⁶ J.-C. DAUMAS, *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation (France XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion, 2018.

⁷ T. BOUCHET et alii (dir.), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016.

⁸ A. ALBERT, *La vie à crédit. La consommation des classes populaires à Paris (années 1880-1920)*, Paris, Ed. de la Sorbonne, 2021.

⁹ Sur le sujet et dans une dimension comparatiste, voir l'ouvrage collectif consacré aux aires urbaines mais pionniers de J. WINTER et J.-L. ROBERT (dir.), *Capital Cities at war: Paris, London, Berlin. 1914-1919*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1997.

¹⁰ Sur le sujet, voir la synthèse récente de N. BEAUPRÉ, *La Première Guerre mondiale (1912-1923)*, Paris, La documentation photographique, 2020 et les chapitres consacrés à la Grande Guerre dans A. LOEZ (dir.), *Mondes en guerre. Tome III. Guerres mondiales et impériales (1870-1945)*, Paris, Passés composés, 2020, p. 315-384.

le front intérieur ». En décentrant le regard des combats, il s'agissait de révéler les « batailles économiques, sociales et politiques » menées durant le conflit¹¹. L'accent était mis sur les conditions de travail, l'économie de guerre, l'adaptation des acteurs et des structures socio-économiques. On y voyait émerger les premières considérations sur le rôle des entreprises ; les tensions entre les intérêts particuliers, nourris au libéralisme des années 1890-1910, et l'intérêt collectif, sacralisé par l'appel à l'union. On y découvrait l'impact du conflit sur les politiques managériales et les stratégies syndicales ; les premières études de genre (ainsi sur les munitionnettes parisiennes) ; des acteurs jusque-là invisibles ou peu interrogés, comme l'ouvrière, l'immigré, le patron ou le technocrate. Tandis que la connaissance des Français – et de leurs trajectoires avant, pendant, après le conflit – s'affinait¹², ces contributions ouvraient des perspectives pour une meilleure connaissance de la société française en guerre.

Sans être une période d'accroissement spectaculaire des études sur l'économie du quotidien durant la Grande Guerre, les années 1980 ont ouvert d'autres voies. Dans la veine de *L'autre front*, un colloque se tenait en 1980 à Verdun sur les *Fronts invisibles*. Dans une formulation en miroir et ancrant le propos dans une matrice guerrière, où le front jouait le rôle de catalyseur et de focale, les opérations non-guerrières (mais qui participent pleinement aux combats ou y sont directement liées) étaient appréhendées¹³. De même, à quelques kilomètres du front, que le fonctionnement pratique du service de santé, de l'intendance, du ravitaillement ou des transports automobiles. Un peu plus loin, on entrevoyait la complexité des mondes du travail, source de raidissement dans les relations entre gouvernement et entreprises (exemple des usines Renault), ou au contraire d'investissements et d'incitations (dans le domaine aéronautique). Gérard Canini y proposait aussi une étude novatrice sur « l'utilisation des prisonniers de guerre comme main-d'œuvre » : certes incomplète, elle permettait néanmoins déjà de mieux comprendre les enjeux humains, économiques, logistiques et psychologiques, dans le cadre d'une adaptation permanente de l'économie de guerre aux circonstances concrètes du conflit.

La période était également celle de la maturation de travaux de thèse, qui ont abouti à la fin de la décennie. S'inscrivant dans un courant historiographique européen attentif aux causes de la guerre¹⁴, Georges-Henri Soutou opérait un déplacement des enjeux militaires et diplomatiques vers les champs financiers, industriels et monétaires¹⁵. Jean-Louis Robert, travaillant sur le monde ouvrier parisien¹⁶,

¹¹ P. FRIDENSON (dir.), *1914-1918. L'autre front*, Cahier du *Mouvement social*, n° 2, Paris, Les Editions ouvrières, 1977, p. 7.

¹² La thèse d'Antoine Prost sur les anciens combattants paraît en 1975, celle de Jean-Jacques Becker sur l'entrée en guerre des Français en 1976 et celle de Jules Maurin sur les soldats languedociens en 1979. On pourrait également citer les études locales ou régionales spécifiques qui voient alors le jour. À ce sujet, voir l'introduction de Patrick Fridenson dans *L'autre front*.

¹³ G. CANINI (dir.), *Les Fronts invisibles : nourrir, fournir, soigner*, Nancy, Presses univ. de Nancy, 1984.

¹⁴ F. FISCHER, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, traduit de l'allemand par G. Migeon et H. Thiès, Paris, Ed. de Trévis, 1970.

¹⁵ G.-H. SOUTOU, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989. La thèse est soutenue en 1985.

¹⁶ J.-L. ROBERT, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre : histoire et anthropologie*, Paris I, 1989.

proposait quant à lui une étude anthropologique au plus près du quotidien ; outre la dimension politique¹⁷, une large part du propos portait en effet sur l'ordinaire ouvrier, les évolutions de pratiques et leurs incidences sur le monde du travail (segmentation et valorisation de certaines activités, moralisation et caporalisation, injonctions normatives et forme de résistances), à l'instar de bien d'autres pays d'Europe¹⁸. Au même moment, Jules Maurin dirigeait un ouvrage sur l'économie de guerre, fruit d'un colloque qui mettait notamment en lumière les impacts du conflit sur certains secteurs (la viticulture), les dynamiques (l'innovation technologique) ou les pratiques (la fixation des salaires)¹⁹. De nouveaux champs étaient ouverts, qui seront abondamment investis à compter des années 1990.

En proposant une analyse « sur les gens dans la guerre²⁰ », l'angle culturel émergeait aussi – et permettait de coller au plus près des réalités socio-économiques du quotidien, à un moment où l'influence de l'histoire économique se tarissait²¹. La norme devenait celle de travaux « à hauteur d'hommes », sur le quotidien des Français et les vicissitudes de l'activité économique en temps de guerre : ainsi dans le Rhône²², à Rouen²³, Lille²⁴ ou Cambrai²⁵, pour ne citer que quelques exemples.

Au même moment encore, Annie Moulin entreprenait une étude d'envergure sur l'industrie clermontoise²⁶. Dans un contexte où « assez curieusement, les historiens de l'économie et du social se sont longtemps désintéressés de la période de la Grande Guerre²⁷ », elle proposait une analyse exhaustive de l'industrie caoutchoutière clermontoise et de ses acteurs. Elle y montrait à la fois l'imbrication de l'ordinaire (la vie qui suit son cours) et de l'extraordinaire (les conditions de guerre), en un fragile équilibre qui façonne les individus et les activités. Dans une œuvre « pionnière²⁸ », elle faisait fi des obstacles que peuvent rencontrer les historiens du fait entrepreneurial (notamment la perte des archives, ou le peu d'entrain des sociétés à ouvrir leur accès) – et qui expliquent les difficultés à écrire l'histoire des entreprises, des entrepreneurs ou des employés autrement que par les archives publiques, quant à elles souvent lacunaires, trop institutionnelles ou trop administratives. Au croisement

¹⁷ La version publiée met en lumière cette dimension politique, ne serait-ce que par son titre *Les ouvriers, la patrie et la révolution. Paris 1914-1919* (Les Belles Lettres, 1995).

¹⁸ Voir R. WALL et J. WINTER (dir.), *The Upheaval of war: family, work and welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1988.

¹⁹ J. MAURIN (dir.), *L'économie de guerre du XVI^e siècle à nos jours*, Montpellier, CHEDN, 1989.

²⁰ É. JULIEN, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe*, n°18, 2004, p. 53.

²¹ Voir M. MARGAIRAZ, « Histoire économique », in : C. DELACROIX et alii (dir.), *Historiographies : concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 280-291.

²² G. BERTRAND, *Travail et main-d'œuvre agricoles dans les campagnes du Rhône pendant la Première Guerre mondiale*, Lyon 2, 1991.

²³ C. CEROU, *Le ravitaillement des rouennais pendant la première guerre mondiale (août 1914-décembre 1918)*, Université de Rouen, 1993.

²⁴ Ph. HACHE, *La chambre de commerce de Lille et la Première Guerre mondiale*, Université de Lille, 1993.

²⁵ J.-F. CARDON, *La gestion municipale de Cambrai pendant la Première Guerre mondiale*, Lille 3, 1994.

²⁶ A. MOULIN-BOURRET, *Guerre et industrie. Clermont-Ferrand, 1912-1922 : la victoire du pneu*, 2 tomes, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif Central, 1997.

²⁷ *Ibid.*, Préface de J.-J. Becker, p. I.

²⁸ *Ibid.*

d'une approche macro et micro, l'étude se voulait totale : diversité des salariés de l'industrie, adaptation à l'état de guerre, aubaine des marchés de guerre et leur régulation, difficultés d'approvisionnement, encadrement fiscal, conditions et accidents du travail, évolution de l'opinion publique et du moral des civils ; soit autant d'aspects assurant une compréhension très fine et globale d'une ville de province à travers une industrie dominante et ses habitants durant le conflit. L'ouvrage venait, par la variété de ses approches et de ses thématiques, illustrer la nouvelle dimension de l'histoire socio-économique en France. Elle s'insérait dans un courant, circonscrit mais de plus en plus net, influencé par les travaux menés à l'étranger sur la mobilisation des sociétés²⁹. En témoignaient alors des travaux individuels ou collectifs sur des thématiques novatrices et permettant une relecture de la société et de l'économie : réfugiés³⁰, système bancaire³¹, industriels³².

Pour autant, et en dépit de l'intérêt grandissant pour la Grande Guerre alors que les manifestations scientifiques et les publications se multipliaient pour la célébration des quatre-vingt-dix ans du conflit, les questions socio-économiques (et plus particulièrement celle de l'économie du quotidien) étaient rarement abordées frontalement. Dans sa thèse sur la comparaison du degré de mobilisation de deux sociétés en guerre en 1914 et 1918 (française et anglaise)³³, Pierre Purseigle analysait ainsi la « logique totalisatrice » du conflit pour des sociétés où, comme dans l'exemple lillois de Chad Denton, les normes sociales sont chamboulées, de même que l'activité économique locale et ses acteurs. Dans son étude ciblée de la mobilisation dans le Bitterois, les logiques socio-économiques du quotidien et leurs mutations trouvaient alors leur pleine place, sans pour autant être le cœur d'une étude plutôt consacrée à la dimension politique (propagande, rôle des relais institutionnels et de la puissance publique, tensions entre le discours et la pratique). Parallèlement, de grandes publications collectives s'ouvraient au domaine socio-économique mais sans qu'il en soit le cœur : ainsi l'*Encyclopédie de la Grande Guerre* codirigée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, où ces questions étaient principalement abordées *via* l'effort de guerre (mobilisation industrielle, monde rural, financement du conflit et de la reconstruction)³⁴.

Cette plongée dans l'effort de guerre et ses effets a été l'un des sujets de prédilection du Comité pour l'histoire économique et financière de la France pendant le Centenaire. Entre 2014 et 2018, le

²⁹ J. HORNE, *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1997.

³⁰ B. LOUCHOUAN, *Les réfugiés à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône pendant la Première Guerre mondiale*, Univ. de Provence, 1996.

³¹ S. ZUBEREK, *Le Crédit Lyonnais et les perturbations bancaires et financières de la Première Guerre mondiale*, Lille 3, 1996

³² M. BAUME, *Industries et industriels de Roubaix-Tourcoing au sortir de la Première Guerre mondiale*, Lille 3, 1999.

³³ P. PURSEIGLE, *Mobilisation, sacrifice et citoyenneté, Angleterre-France 1914-1918 : contribution à l'histoire des communautés locales en guerre*, sous la dir. de Rémy Pech et Jay Winter, Toulouse, 2006.

³⁴ S. AUDOIN-ROUZEAU et J.-J. BECKER, *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

Comité³⁵ a en effet été l'un des principaux animateurs du renouveau historiographique. Une demi-douzaine de colloques et journées d'étude ont donné lieu à autant de publications, permettant de mieux saisir l'impact de la période sur les réseaux financiers et fiscaux, le système bancaire, les institutions économiques ou l'industrie³⁶. À ce dernier égard par exemple, un colloque tenu à Bercy en novembre 2016 a permis de mesurer combien, dans un secteur sensible aux conjonctures, la Première Guerre mondiale « a empêché certaines évolutions, en a accentué d'autres déjà en marche et a offert des niches pour de nouvelles possibilités d'innovation. Cette période a été un temps de perte, de rupture, de réflexion, qui a été à l'origine d'opportunités économiques et d'une continuité marquée³⁷ ». L'ensemble des contributions – sur les différents secteurs industriels, les entreprises, les acteurs et les dynamiques – permet de mesurer le caractère dual de la guerre, facteur d'intenses désorganisations, source de drames mais aussi de métamorphoses sociales et de modernisation économique. Ce qu'explique aussi Jean-Luc Mastin qui, étudiant les patrons du Nord, offrait récemment un regard neuf et décentré sur les conséquences du conflit, mettant en lumière les difficultés mais aussi les bases d'une expansion durable³⁸.

Effort de guerre et conditionnement moral : l'économie du quotidien sous contrôle

Alors que l'histoire des pratiques gagnait en influence dans les années 1990, l'intérêt pour l'économie du quotidien illustre les nouveaux enjeux vers lesquels se tournaient les historiens de la Grande Guerre – et notamment, ceux relatifs aux « expériences personnelles » souvent dramatiques que l'article de Chad Denton met lui aussi en évidence. Elles se déroulent dans un cadre extrêmement contraint que l'histoire anecdotique illustre bien : réquisitions, privations, dérives sur les marchés mais également solidarité entre l'arrière et le front, adaptation des commerces ou approvisionnement des soldats illustrent, dans des récits certes parfois plus détaillés qu'analytiques, la saisissante métamorphose des consommations durant le conflit³⁹.

À cet égard, les travaux de l'historien John Horne se sont avérés fondateurs – et en particulier sa coordination en 1996 d'un numéro spécial de *Guerres mondiales et conflits contemporains* portant sur l'approvisionnement des civils à Paris, Londres, Berlin et en Italie⁴⁰. S'intéressant aux « gestes et

³⁵ Créé en 1987 sous l'égide du ministre de l'Économie et des Finances.

³⁶ Pour des détails bibliographiques sur ces différentes publications, voir <https://books.openedition.org/igpde/90>

³⁷ R. OLDENZIEL, « Introduction », in : P. FRIDENSON et P. GRISET (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, Paris, IGPDE, 2018, p. 3.

³⁸ J.-L. MASTIN, *Victimes et profiteurs de guerre ? Les patrons du Nord (1914-1923)*, Rennes, PUR, 2019.

³⁹ Y. POURCHER, *Les jours de guerre. La vie des Français au jour le jour entre 1914 et 1918*, Paris, Plon, 1994.

⁴⁰ *Guerres mondiales et conflits contemporains*, « Nouvelles pistes de l'histoire urbaine. 1914-1918 », n°183, 1996.

langages populaires suscités par ces marchés perturbés du temps de guerre⁴¹ », il ouvrait des perspectives novatrices pour interpréter l'économie du quotidien. Au-delà des contraintes pesant sur les civils à l'arrière, du fait des blocus, des pénuries et des restrictions, il mettait en lumière les intérêts divergents, les constantes négociations et les injonctions qui frappent la consommation – le tout dans un carcan social et moral où les déviants (ou supposés tels) sont rapidement stigmatisés.

Dans la continuité de ces travaux pionniers, François Bouloc soutenait en 2006 sa thèse sur les profiteurs de guerre⁴². Mettant à profit les apports de courants historiographiques en renouvellement (histoire du fait militaire, histoire culturelle – étude du discours – et histoire économique – étude des stratégies économiques –), il offrait une étude singulière sur une catégorie socio-économique centrale du conflit, les stéréotypes associés et les réponses apportées (discursives, entrepreneuriales, politiques). Il enchâssait son analyse dans le cadre moral et injonctif de l'effort de guerre, dont le double caractère normatif et prescriptif offre depuis à l'historiographie une grille de lecture centrale. En témoignent les ouvrages spécifiquement consacrés à la question, tels *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*⁴³ ou *La mobilisation industrielle. Premier « front » de la Grande Guerre*⁴⁴ ?

Au début des années 2010, quand s'est profilé le Centenaire, l'étude de l'effort de guerre (et son rôle moteur dans la société française) offrait ainsi un schéma interprétatif essentiel. La dynamique intense, en matière tant de production scientifique⁴⁵ que de nouvelles ressources⁴⁶, a permis une relecture du conflit et de la manière dont il produit des cadres contraints de l'économie du quotidien. L'ouvrage collectif *Archives de la Grande Guerre*⁴⁷ propose ainsi des entrées thématiques rédigées par des spécialistes, souvent sous la forme d'un binôme associant historien et archiviste (hormis quand le contributeur cumulait les fonctions). Pierre Chancerel y propose un chapitre sur l'économie de guerre dont « des pans entiers [...] restent encore inexplorés⁴⁸ », notamment dans ses dimensions les plus fines. On lit chez Emmanuelle Cronier et Frédéric Laux (« Le travail en usine »), Eric Kocher-Marbœuf et Isabelle Rambaud (« Le travail des champs »), ou Axelle Brodiez-Dolino, Frank Gilson et Benoît Charenton (« Les œuvres de guerre ») la très forte dimension moralisatrice qui mobilise les Français dans leurs activités quotidiennes (travail ou soutien aux combattants par exemple)⁴⁹. D'autres

⁴¹ J. HORNE, « État, société et "économie morale" : l'approvisionnement des civils pendant la guerre de 1914-1918 », *Guerres mondiales et...*, *op. cit.*, p. 5.

⁴² F. BOULOC, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*, Paris, Ed. Complexe, 2008.

⁴³ É. MORIN-ROTUREAU, *1914-1918 : combats de femmes. Les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement, 2004.

⁴⁴ R. PORTE, *La mobilisation industrielle. Premier « front » de la Grande Guerre ?*, Saint-Cloud, 14-18 éd., 2005

⁴⁵ Sur le sujet, voir A. WEINRICH et N. PATIN (dir.), *Quel bilan scientifique pour le centenaire 14-18 ?*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2022.

⁴⁶ C. VIDAL-NAQUET (dir.), *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la grande collecte*, Paris, Mission du Centenaire Ed., 2018.

⁴⁷ P. NIVET, C. COUTANT-DAYDE et M. STOLL (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Rennes, PUR, 2014.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 273.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 333-355.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

publications collectives ont également fait la part belle aux cadres moraux : ainsi *Les mises en guerre de l'État*⁵⁰ ou *Les fronts intérieurs*⁵¹, qui contribuent tous deux à une meilleure interprétation des sociétés européennes en guerre, et plus particulièrement de la France. Des veuves de guerre au Bureau national des charbons, des travailleurs coloniaux aux touristes, on y perçoit toutes les convulsions engendrées par le conflit et la manière dont les personnes, les groupes et les institutions y répondent et s'ajustent, souvent avec difficulté, parfois avec profits. Il n'est désormais plus simplement question d'effort de guerre, mais de comprendre les mécanismes discursifs, psychologiques et opératoires qui enchâssent moralement une société – et son économie et ses acteurs – dans la guerre.

Ces considérations se retrouvent dans nombre d'ouvrages traitant de sujets connexes. Ainsi du travail de Vincent Viet sur la santé en guerre⁵². L'auteur, analysant le Service de santé des armées, aborde les enjeux éthiques que la conduite et la réorganisation de l'institution pendant le conflit revêtent (gestion des ressources humaines, coût de la politique sanitaire, allocation des moyens, subordination à l'économie de guerre et à l'impératif de victoire). Faisant écho au texte de C. Denton, mais aussi aux travaux de Philippe Nivet ou James Connolly⁵³, Philippe Salson explore quant à lui le quotidien des civils dans l'Aisne en guerre, occupée et surtout exploitée par l'ennemi⁵⁴. On y lit les privations, les ponctions engendrées par la présence des Allemands, mais également les échanges commerciaux et les relations économiques, parfois au détriment de l'esprit patriotique et des discours partout entendus dans le reste de la France. Dans la même veine, la profusion d'ouvrages sur telle commune ou tel espace dessine un panorama exhaustif de l'implication (forte) des municipalités pendant le conflit. Ainsi l'ouvrage d'Erwan Le Gall sur Saint-Nazaire, qui se singularise par la qualité de son approche et de son interprétation du choc social, économique et psychologique que constituent l'arrivée et l'installation des Américains dans le port breton entre 1917 et 1919. Au-delà du télescopage culturel qu'on pourrait *a priori* imaginer, et avec le souci de proposer une histoire totale à l'image de ce qui fut fait pour d'autres villes d'Europe⁵⁵, il analyse les effets directs et indirects de cette immigration massive et ponctuelle sur la société et l'économie locales⁵⁶ : densification des flux, modification des échanges, recompositions des rapports humains. En d'autres termes, l'économie du quotidien se plie aux exigences de l'arrivée

⁵⁰ S. BERTSCHY et Ph. SALSON (dir.), *Les mises en guerre de l'État. 1914-1918 en perspective*, Lyon, ENS Edition, 2018.

⁵¹ L. DORNEL et S. LE BRAS (dir.), *Les fronts intérieurs européens. L'arrière en guerre (1914-1920)*, Rennes, PUR, 2018.

⁵² V. VIET, *La santé en guerre (1914-1918). Une politique pionnière en univers incertain*, Paris, Les presses de Science-Po, 2015.

⁵³ P. NIVET, *La France occupée 1914-1918*, Paris, Armand Colin, 2011 ; J. CONNOLLY, *The Experience of Occupation in the Nord, 1914-18: Living with the Enemy in First World War France*, Manchester, Manchester Univ. Press, 2018 ;

⁵⁴ Ph. SALSON, *L'Aisne occupée. Les civils dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2015.

⁵⁵ Citons par exemple R. CHICKERING, *The Great War and Urban Life in Germany. Freiburg, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2007 ou M. HEALY, *Vienna and the Fall of the Habsburg Empire: Total War and Everyday Life in World War I*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2004.

⁵⁶ E. LE GALL, *Saint-Nazaire, les Américains et la guerre totale (1917-1919)*, Ploemeur, Codex, 2018.

des *Sammies* qui en contrôlent les variations, imposent – ou cherchent à imposer – leurs normes et leur propre économie morale, non sans créer de tensions.

Le Centenaire a aussi permis de mieux étudier les manières dont les Français composent avec un cadre moral de plus en plus inflexible. À l'arrière, la société entière est en effet focalisée sur la mise en œuvre de conditions favorables – et qu'on espère décisives – à la victoire, mais elle cherche également ses propres temporalités et agencements loin du front. En 2013, l'Université Jean-Jaurès de Toulouse organisait ainsi avec les Archives de Carcassonne un colloque consacré au travail à l'arrière, avec pour objectif de valoriser des archives insuffisamment exploitées et de mettre en exergue un effort collectif non dénué de dérives et d'altérations⁵⁷. Sortant des exemples traditionnels stéréotypés (l'ouvrier, le paysan, la femme), l'ouvrage propose des enquêtes sur des groupes jusque-là méconnus ou mal connus en tant que professionnels, et dont la suite du Centenaire a permis d'approfondir tant la connaissance (enseignants, gestionnaires, viticulteurs, prisonniers de guerre, petits patrons industriels) que les capacités de composition avec le discours sacrificiel.

On y trouve aussi une étude sur les travailleurs chinois⁵⁸ inaugurant un ensemble de travaux sur les étrangers en France, leur positionnement socio-professionnel mais aussi les considérations morales dont ils témoignent dans leur travail, leur alimentation et leurs mœurs. La guerre n'apparaît pas seulement mondiale par l'extension de ses théâtres d'opération, mais aussi par le brassage de peuples sur les territoires. Dans *Les étrangers dans la Grande Guerre*, Laurent Dornel éclaire lui aussi les parcours – souvent difficiles à cerner en raison du manque de sources – et les assignations sociales et économiques dont souffrent ces populations, en transit quasi permanent et sous le contrôle de l'administration⁵⁹. Ces thématiques de la contrainte économique, de la mobilisation morale et de l'implication grandissante de l'État sont au cœur de l'ouvrage de référence sur les mains-d'œuvre durant le conflit⁶⁰. Dans sa thèse sur la mobilisation de l'industrie textile⁶¹, Simon Vacheron travaille lui aussi ces logiques d'accommodation à la dureté et la persistance du conflit, et les injonctions morales au quotidien. Cette domination des prescriptions morales dans l'économie réelle expliquera d'ailleurs aussi les mécaniques de réintégration des mutilés de guerre⁶².

⁵⁷ S. CAUCANAS (dir.), *Travailler à l'arrière, 1914-1918*, Carcassonne, Arch. dép. de l'Aude, 2014.

⁵⁸ L. MA « Travailleurs chinois à l'arrière pendant la Grande Guerre », in : S. CAUCANAS (dir.), *Travailler...*, op. cit., p. 145-161.

⁵⁹ L. DORNEL, *Les étrangers dans la Grande Guerre*, Paris, Autrement, 2014.

⁶⁰ I. LESPINET-MORET, L. MACHU, V. VIET (dir.), *Mains d'œuvre en guerre (1914-1918)*, Paris, La documentation française, 2018.

⁶¹ S. VACHERON, *Mobiliser l'industrie textile (laine et coton). L'État, les entrepreneurs et les ouvriers dans l'effort de guerre, 1914-1920*, sous la dir. de Dominique Barjot et Olivier Dard, Paris-Sorbonne, 2017.

⁶² Sur le sujet, voir C. COLLARD, « Etudier des trajectoires collectives et individuelles de mutilés dans l'entre-deux-guerres : les archives de l'école de rééducation professionnelle Jean Janvier (Rennes) », in : D. ACCOULON, J. RIBEIRO THOMAZ et A.-M. LALANNE BERTOUDICQ (dir.), *Des sources pour une plus grande guerre*, Ploemeur, Codex, 2021, p. 125-143.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

Cette dimension moralisatrice, les présupposés sociaux et la coloration injonctive imposés aux comportements individuels et collectifs se retrouvent enfin dans les travaux portant sur la consommation alimentaire, dont les mécanismes sont perturbés partout en Europe⁶³ et en particulier en France. Comme dans l'article de N. Znaïen, ce caractère moralisant qui verrouille la société se retrouve à propos de l'alcoolisme chez Christophe Lucand⁶⁴, Charles Ridel⁶⁵ ou Adam Zientek⁶⁶, ou de l'alimentation chez Emmanuelle Cronier⁶⁷ ou Stéphane Lembré⁶⁸.

Pour assurer la victoire, l'ordre guerrier s'impose donc, dans les territoires occupés⁶⁹ comme les colonies⁷⁰. Il se fait parfois dans la souffrance (C. Denton) ou à tâtons (N. Znaïen), mais entraîne incontestablement avec lui un ordre moral qui domine les mentalités, les comportements et les pratiques dans une économie du quotidien sous contrôle.

L'économie du quotidien de la Grande Guerre en perspective

Si les travaux précédant le Centenaire, puis ceux qui en ont découlé, ont permis de combler – en histoire économique et sociale comme dans d'autres domaines – nombre de vides historiographiques, plusieurs thématiques restent encore en friche.

Sur l'économie du quotidien ou la consommation, il n'existe pour la France aucune synthèse de grande ampleur. Parmi les écrits sur les Français et l'évolution de leurs conditions d'existence durant le conflit, *La Grande Guerre des civils* d'Eric Alary⁷¹ s'inscrit en effet davantage dans la tradition de l'histoire anecdotique quotidienne, fourmillant de détails et de parcours de vie mais offrant une mise en perspective thématique et analytique finalement limitée. Les apports scientifiques du Centenaire sur la question ont été très nombreux, concernant l'économie locale du quotidien ou l'économie domestique, mais trop morcelés pour un sujet d'une inépuisable diversité thématique et géographique (on pense

⁶³ Voir par exemple M. COX, *Hunger in War and Peace: Women and Children in Germany, 1914-1924*, Oxford, Oxford U. Press, 2019 ; B. DAVIS, *Home Fires Burning: Food, Politics, and Everyday Life in World War I Berlin*, Chapel Hill, UNC Press, 2000 ; L. LIH, *Bread and authority in Russia, 1914-1921*, Berkeley, Univ. of California Press, 1990.

⁶⁴ C. LUCAND, *Le pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, Dijon, EUD, 2015.

⁶⁵ C. RIDEL, *L'ivresse du soldat : l'alcool dans les tranchées, 1914-1918*, Paris, Vendémiaire, 2016 ;

⁶⁶ A. ZIENTEK, « Affective neuroscience and the causes of the mutiny of the French 82nd Infantry Brigade », *Contemporary European History*, n°23, 2014, p. 505-522.

⁶⁷ E. CRONIER, « Les "recettes économiques de guerre" ou la bonne conscience ménagère », in : C. POULAIN (dir.), *Manger et boire entre 1914 et 1918*, Gand, Snoek, 2015.

⁶⁸ S. LEMBRÉ, *La guerre des bouches. Ravitaillement et alimentation à Lille (1914-1919)*, Villeneuve-d'Ascq, Presses univ. du Septentrion, 2016.

⁶⁹ S. DE SCHAEFDRIJVER, *Military occupations in First World War Europe*, Londres, Routledge, 2015.

⁷⁰ E. PAICE, *Tip and Run: The Untold Tragedy of the First World War in Africa*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2007.

⁷¹ É. ALARY, *La Grande Guerre des civils (1914-1919)*, Paris, Perrin, 2013.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

notamment aux situations coloniales). Sans doute l'ampleur de la tâche est-elle un frein à une étude globale, mais celle-ci aurait pourtant toute sa place dans l'historiographie française, de même qu'elle existe à l'étranger⁷².

Ces mêmes facteurs expliquent sans doute l'absence de synthèse (et même d'études approfondies) sur les mondes ruraux et leur quotidien⁷³ – situation d'autant plus étonnante que la France est en 1914 un pays encore majoritairement rural, et que les paysans et artisans ruraux sont ceux qui ont été le plus touchés par l'« impôt du sang⁷⁴ ». Depuis peu, une thèse est en préparation à l'Université Bordeaux-Montaigne sur les campagnes françaises⁷⁵ ; espérons qu'elle vienne, d'ici quelques années, combler pour partie cet angle mort historiographique.

Le commerce mériterait également attention. Là non plus, le Centenaire n'a pas su jouer pleinement son rôle de catalyseur. « Pleinement », car les questions alimentaires ont été largement abordées, pour la France comme pour l'étranger⁷⁶ ; et ont, de manière indirecte, permis d'évoquer le thème de leur distribution. Mais la commercialisation – avec des spécificités bien mises en évidence par l'historiographie anglo-saxonne⁷⁷ – n'a pas été l'objet d'études à proprement parler⁷⁸. Or le commerce (au-delà des impacts directs de la guerre : mobilisation du personnel, moratoire des transactions, gestion des stocks, réquisitions, soumission accrue aux administrations et aux règlementations) est un angle d'approche particulièrement fécond pour l'économie du quotidien. Son étude permet en effet de mobiliser l'ensemble du registre d'analyse du tissu socio-économique : stratégies d'adaptation et d'innovation, agentivité, dérives et déviances, concurrences d'intérêts, représentations et discours. Autant de thèmes connus depuis longtemps pour les combattants ou plus récemment pour la consommation civile parisienne⁷⁹, mais nettement moins lorsqu'on les aborde par le biais des catégories professionnelles ou des petites et moyennes entreprises – ici, les commerçants et commerces dans leur activité quotidienne. C'est en outre un appareillage thématique transférable à d'autres objets, tel

⁷² Voir par exemple P. GATRELL, *Russia's First World War. A Social and Economic History*, Harlow, Pearson, 2005 ; A. GREGORY, *The Last Great War. British Society and The First World War*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 2008 ; T. PROCTOR, *Civilians in a World at War, 1914-1918*, New York, NYU Press, 2010.

⁷³ Ce n'est pas une situation unique. Sur l'Allemagne par exemple, les seules études qui existent sont régionales, ainsi sur la Bavière : B. ZIEMANN, *War Experiences in Rural Germany, 1914-1923*, Oxford, Berg pub., 2007.

⁷⁴ A. LOEZ et N. MARIOT, « Tous égaux devant "l'impôt du sang" ? L'approche spatiale de la mort de masse en 1914-1918 et ses enjeux. Un commentaire de "Géographie économique des morts de 14-18 en France" », *Revue économique*, n°65, 2014, p. 535-536.

⁷⁵ C. DULON, *Guerre vécue, guerre perçue. Une histoire du premier conflit mondial dans les campagnes françaises (1914-1919)*, sous la dir. de Corinne Marache, Université Bordeaux-Montaigne, depuis octobre 2021.

⁷⁶ Voir l'entrée « Food and Nutrition » dans l'encyclopédie en ligne 1914-1918 (<https://encyclopedia.1914-1918-online.net/>), avec des articles en langue anglaise sur la France, la Grande Bretagne, la Belgique, l'Allemagne, l'Indochine, le continent africain, etc.

⁷⁷ Citons ici les travaux essentiels de Frank Trentmann, notamment *Empire of Things: How We Became a World of Consumers, from the Fifteenth Century to the Twenty-First*, Londres Penguin books, 2016.

⁷⁸ On peut citer H. BONIN, *La France en guerre économique (1914-1919)*, Paris, Droz, 2018 mais l'étude, très utiles pour certains secteurs, oublie les petits patrons, les ouvriers et les commerçants.

⁷⁹ Voir le chapitre « La consommation populaire à l'épreuve de la Grande Guerre » dans A. ALBERT, *La vie à crédit...*, *op. cit.*

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

l'artisanat, ou catégories socio-professionnelles spécifiques, tels les boulangers, le tout à l'échelon local comme national.

Enfin, dans une guerre totale, le commerce permet de lier front et arrière et de montrer les continuités et ruptures, spatiales comme temporelles. La comparaison entre dynamiques commerciales à l'arrière et au front met aussi en lumière l'intrication de logiques d'apparence opposées (gagner la guerre et faire du profit) dans une société de consommation qui ne perd pas en vitalité entre 1914 et 1918, bien au contraire⁸⁰. Le conflit révèle aussi comment des structures de distribution à destination des soldats (stations-magasins) ont été associées à des structures de commercialisation (coopératives de consommation), dans une période d'inflation et de lutte contre la vie chère où les grands groupes – Félix Potin, Julien Damoy, Olida ou La Ruche picarde pour n'en citer que quelques-uns – s'immiscent au front tout en accumulant les bénéfices à l'arrière⁸¹. Tous ces éléments ont été trop peu étudiés, ou de manière trop indirecte, et un large espace reste ouvert. Le commerce permet aussi d'envisager l'après-guerre, dont les aspects socio-économiques ont eux aussi été peu abordés⁸². On pourrait les appréhender par les bénéfices de guerre, pour lesquels quelques travaux synthétiques ont été menés⁸³ mais qui attendent une étude plus large au niveau national. La question de la réadaptation à la vie « ordinaire », pour les professionnels – combattants ou non – comme pour certaines branches du commerce, est aussi à formuler.

À cet égard, plusieurs types de sources seraient fructueuses. Le premier, dont la dimension socio-historique se caractérise par son potentiel et sa variété, relève des sources publiées et imprimées. Il serait vain ici d'en faire la liste tant elles recourent des formes et formats variés, depuis la presse grand public⁸⁴ jusqu'aux témoignages locaux *via* les revues spécialisées⁸⁵, les journaux de tranchées ou les études menées pendant⁸⁶ et après la guerre⁸⁷. Peuvent y être associées les très nombreuses archives institutionnelles conservées. On pense évidemment aux archives des armées, déposées au Service historique de la défense à Vincennes. Le ravitaillement et l'économie de guerre étant deux préoccupations majeures de l'état-major, le lieu recèle quantité de fonds abordant les questions relatives

⁸⁰ Sur le sujet, voir S. LE BRAS, « *Business as usual ?* Société de consommation et Grande Guerre. L'expérience des camions-bazars dans l'armée française », *Histoire, économie et société*, n°3, 2018, p. 96-114.

⁸¹ T. STOVALL, « The consumer's War: Paris, 1914-1918 », *French Historical Studies*, vol 31, 2008, p. 293-325.

⁸² Voir M. DE OLIVEIRA, M. DERRIEN et É. JULIEN (dir.), *La vie d'après. Les retours de la Grande Guerre*, Lille, Presses du Septentrion, 2022. La question de la réinsertion professionnelle des combattants y tient une grande place.

⁸³ Voir les différents travaux de Béatrice Touchelay sur le sujet ; É. ZANNIS, « La contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, une source pour appréhender l'inflation », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°267, 2017, p. 123-134.

⁸⁴ La revue *Lectures pour tous* est particulièrement riche sur le quotidien des Français.

⁸⁵ Citons ici le *Journal des économistes* ou le *Journal des chambres de commerce*.

⁸⁶ L. LE FUR, « Pour le ravitaillement des armées. Les Stations-Magasins », *Revue des Deux Mondes*, n°32, 1^{er} mars 1916, p. 155-188.

⁸⁷ Comme les études sectorielles ou géographiques menées par la Fondation Carnegie pour la Paix internationale. Sur le sujet, voir A. CHATRIOT, « Une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre », *L'Atelier du Centre de recherches historiques*, 03.1, 2009, En ligne.

au blocus économique et ses conséquences pour l'économie française ; à l'approvisionnement régulier des soldats et à leur (in)satisfaction ; à la mise en place des structures de commercialisation au front ; aux tensions entre approvisionnement civil et militaire. Les documents peuvent prendre des formes diverses, comme les enquêtes sur le ravitaillement à compter de 1915, les descriptifs détaillés de la mise en œuvre des coopératives de consommation aux armées à partir de 1916 ou, encore, les expériences de substitution de certains produits ou équipements à d'autres.

À ces fonds s'ajoutent ceux des institutions encadrant la vie économique quotidienne des Français, telle la Banque de France. Si les inspections annuelles des succursales⁸⁸ – des documents très précis et circonstanciés pour appréhender la vie économique d'une région, d'un département ou d'une ville – s'amenuisent à partir de 1914, elles reprennent régulièrement dès 1919, offrant un panorama significatif sur un pays en reconstruction et sur les conséquences immédiates du conflit (difficultés de reprise d'activité, bénéfices de guerre, instabilité financière, inflation, etc.). Parmi ces fonds institutionnels, conservés cette fois-ci majoritairement dans les centres archivistiques départementaux, ceux des chambres de commerce sont particulièrement féconds. On y retrouve l'activité d'une institution économique dont le but est de relayer sur le terrain l'action étatique, en assurant un premier secours aux entreprises (relais d'informations, de services) et aux particuliers (émission de monnaie de nécessité, pour reprendre l'exemple le plus connu). Ces centres d'archives départementaux permettent de prendre la pleine mesure des organismes mis en place en temps de guerre (Série R), visant à assurer le ravitaillement militaire et civil ou inventoriant les activités et ressources locales. À cet égard, reste à écrire l'étude des comités consultatifs d'action économique, chargés depuis 1915 d'évaluer le potentiel économique de chaque région militaire (et de chaque département avec les sous-comités départementaux) ainsi que les perspectives envisageables en sortie de guerre. Dans la seconde moitié du conflit, ils produisent des études très précises sur la situation des secteurs et acteurs de l'économie locale. Les propositions qu'ils font en fonction de la conjoncture, et leur manière d'envisager la sortie de guerre, sont en outre révélatrices de l'état d'esprit qui anime alors le tissu socio-économique (une partie des membres des comités est issue des chambres de commerce).

Nombre d'autres sources peuvent compléter, accompagner et discuter celles qui viennent d'être évoquées. Ainsi les archives entrepreneuriales – même si, nous l'avons vu, elles sont difficilement consultables, voire indisponibles. Les catalogues, prix-courants, affiches publicitaires ou prospectus peuvent s'avérer des portes d'entrée vers un domaine révélateur du quotidien des Français. La correspondance avec les institutions (armées, chambres de commerce, syndicats) révèle les stratégies, état d'esprit et implications patriotiques qui sous-tendent les pratiques. Dans le cadre d'une faillite, les archives des tribunaux de commerce sont salutaires quand l'entreprise a été contrainte de remettre une

⁸⁸ Disponibles auprès du service historique de la Banque de France et dont une partie est numérisée ici : <https://archives-historiques.banque-france.fr/archive/resultats/rip/n:95>

partie de ses archives. Certaines entreprises ont déposé tout ou partie de leurs fonds, qui peuvent couvrir la période du conflit. Ainsi à Saint-Etienne l'entreprise Casino : le fonds 14-18 (et au-delà) y est exceptionnel⁸⁹. Il permet de comprendre comment fonctionne, structurellement mais aussi au jour le jour, une société à succursales multiples intégrée, c'est-à-dire disposant à la fois de moyens de commercialisation (200 succursales en 1914, principalement dans le Massif Central et ses marges) et de moyens de production, avec ses usines agro-alimentaires et ses centres de conditionnement. Les entrées peuvent alors être multiples : gestion du personnel mobilisé, philanthropie, patriotisme économique, réaménagement de l'organisation au fil des années, bénéfices extraordinaires, programme d'extension envisagé après-guerre, etc.

Enfin, l'iconographie permet d'éclairer l'implication d'une société en guerre ainsi que l'importance de la culture matérielle au quotidien. On pense par exemple aux affiches produites dans le cadre d'un concours scolaire organisé à Paris par le Comité national de prévoyance et d'économie, visant à limiter la consommation de tabac, de vin, d'œufs ou de gaz dans un contexte de pénurie⁹⁰. Surtout, nombre de reportages-photo mettent en scène les conditions socio-économiques des Français, qu'il s'agisse des soldats au front⁹¹, du quotidien de la consommation civile⁹² ou des transformations induites par l'effort de guerre⁹³.

Les textes de Chad Denton et Nessim Znaien, par l'originalité de leur approche et le regard neuf qu'ils posent – sur des parcours individuels pour l'un, sur des mutations règlementaires pour l'autre –, illustrent la vitalité actuelle de l'historiographie. En ce sens, ils s'inscrivent pleinement dans la dynamique stimulée par le Centenaire, formidable levier d'impulsion, de production et d'approfondissement de nos connaissances sur la période. Dans les années 2010, une demande très forte⁹⁴ a en effet surgi, accompagnant historiens, professionnels et amateurs dans l'ouverture de nouvelles thématiques et enrichissant la compréhension d'un passé dont les manifestations commémoratives, sous toutes leurs formes, ont montré la vivacité de la présence dans la mémoire collective des Français. De nouvelles thématiques ont émergé (histoire environnementale, de la philanthropie, des bruits et des sons, des animaux ou du sport, par exemple) tandis que d'autres ont été

⁸⁹ Arch. Municip. de Saint-Etienne, Série 102 S, Casino, Première Guerre mondiale.

⁹⁰ Visibles sur le site des bibliothèques spécialisées de Paris sous la mention « Comité national de prévoyance et d'économies ».

⁹¹ Bibliothèque numérique de La Contemporaine, VAL 421/116, « Coopérative d'alimentation militaire », Moreuil, 18 nov. 1916.

⁹² Bibliothèque nationale de France, Ensemble GG14182, Série « La vie chère », Agence Rol, 1918.

⁹³ Voir en ligne par exemple la série de cartes postales « Usine de matériel de guerre de Lyon » sur le site des bibliothèques spécialisées de Paris.

⁹⁴ N. BEAUPRÉ, *La Première Guerre mondiale...*, op. cit., p. 13.

« L'économie du quotidien entre 1914 et 1918 en France. Une autre histoire de la Grande Guerre »,
Le Mouvement social, n°278, 2022, p. 3-16.

approfondies (histoire du genre, des dominés, de l'expérience combattante, des fronts français hors de l'Hexagone entre autres).

L'histoire de l'économie du quotidien y occupe une place singulière, avec de nouveaux travaux visant à mieux comprendre les mutations qui ont frappé le tissu socio-économique français au quotidien et à ras du sol, entre 1914 et 1918 mais aussi parfois au-delà. S'il n'atteint pas l'intensité que d'autres thématiques ont pu connaître, le bilan scientifique est néanmoins positif. En dépit de lacunes, la production scientifique – associée à l'ensemble des manifestations ayant eu lieu dans les communes, départements, régions – permet désormais de mieux comprendre comment la Première Guerre mondiale a transformé le visage de la France, de ses acteurs économiques, de leurs stratégies, de leurs réseaux et de leurs mentalités. Elle permet aussi de mesurer comment la guerre a façonné les communautés, en mettant en valeur des mécanismes qui bien souvent dépassent le cadre temporel du conflit et englobent les évolutions majeures du XX^e siècle – ainsi la société de consommation et ses enjeux. L'historiographie récente a bel et bien permis de renouveler l'histoire socio-économique de la Grande Guerre en France en général, et de l'économie du quotidien en particulier – dont nombre de pans restent toutefois encore à défricher, scruter et interpréter.